



# DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

## COMMUNE DU MESNIL-SAINT-DENIS

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

## Table des matières

1-	Cadre légal du débat d'orientation budgétaire .....	2
1.1	Contexte juridique .....	2
1.2	Rapport d'orientation budgétaire .....	2
1.3	Délibération .....	2
2-	Environnement Macro-Economique .....	3
2.1	Monde .....	3
2.2	Zone Euro.....	3
2.3	La France .....	3
3-	Principales mesures relatives aux collectivités locales. ....	4
3.1	Cadrage macro-économique de la LPFP = Loi de programmation de la Fonction Publique : .....	4
4-	Le contexte territorial et l'intercommunalité. ....	5
4.1	L'intercommunalité : la CCHVC.....	5
5-	Le Budget de la Ville.....	6
5.1	Le Compte prévisionnel administratif 2023.....	6
5.2	Le Calcul du Résultat (premières estimations) .....	12
5.3	La structure des effectifs et la masse salariale .....	13
6-	Le Budget prévisionnel 2024.....	14
7-	Subventions reçues et à recevoir.....	17
8-	La Dette en cours .....	17
9-	Orientations budgétaires 2023-2028 : Evolutions et tendances sur l'avenir	18
10-	Programme pluriannuel d'investissement.....	18

### Sources utiles :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-78397>

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/documentation-de-la-dgcl>

[https://www.impots.gouv.fr/toutes-les-actualites?field\\_actu\\_segment\\_tid%5B73%5D=73&op=Filtrer](https://www.impots.gouv.fr/toutes-les-actualites?field_actu_segment_tid%5B73%5D=73&op=Filtrer)

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

# **1- Cadre légal du débat d'orientation budgétaire**

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

## **1.1 Contexte juridique**

Le DOB est une étape obligatoire et une formalité substantielle dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (*Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses).

## **1.2 Rapport d'orientation budgétaire**

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022: faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et DM).

## **1.3 Délibération**

Obligatoire, par son vote, l'assemblée délibérante prend non seulement acte de la tenue du débat mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB. La délibération précise que son objet est le vote du DOB sur la base d'un rapport et fait apparaître la répartition des voix sur le vote.

## 2- Environnement Macro-Economique

### 2.1 Monde

**Nous avons assisté en 2023, à une croissance modérée de l'économie mondiale.**

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints.

En effet, couplés au net ralentissement de l'inflation engagé depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, les discours des banquiers centraux ont donné des signaux forts de pause ou de fin de cycle de resserrement monétaire pour une période prolongée.

Deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation du marché immobilier préoccupante et une consommation des ménages stagnante.

### 2.2 Zone Euro

**La dynamique de désinflation se poursuit.**

La zone euro connaîtrait une croissance du PIB de 0,5% en 2024 comme en 2023, avec une inflation moyenne à 2,5% (contre 5,5%). Le chômage devrait être en légère hausse (de 6,5% à 6,8%).

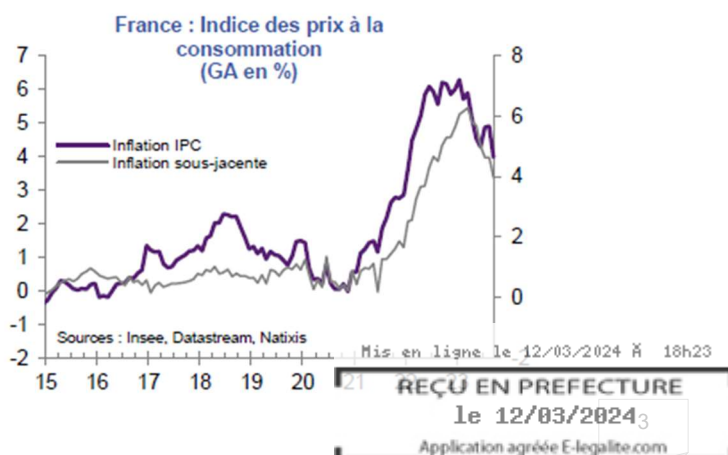
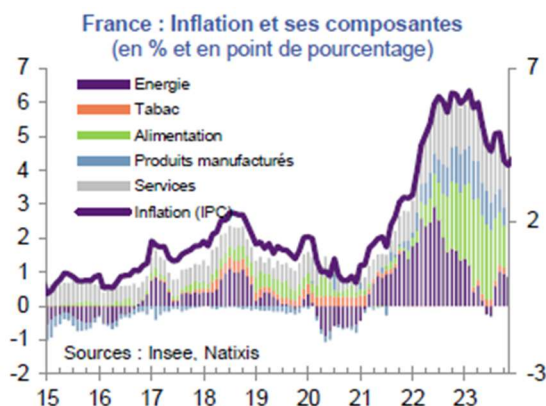
### 2.3 La France

**Une croissance plus résiliente qu'attendu.**

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022, la croissance économique s'est montrée plus forte que prévue au premier semestre de 2023, sur fonds de dynamisme du commerce extérieur. Selon la note de conjoncture de la Banque de France, le dernier trimestre 2023 comportait une hausse du PIB de 0.2%, ce qui porte la tendance sur l'année 2023 à +0.9% et une prévision pour 2024 à l'identique soit +0.9%.

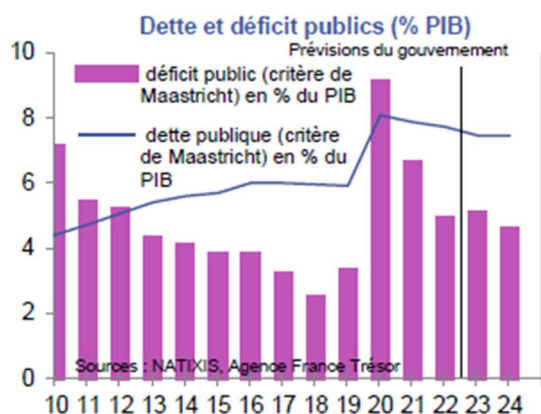
**Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre.**

Ce reflux est lié à une modération notable de l'inflation des principales composantes des prix. L'inflation alimentaire a ainsi ralenti pour le sixième mois consécutif repassant sous le seuil des 10% pour la première fois depuis septembre 2022. Les prix de l'énergie ont également nettement ralenti jusqu'au mois de juillet pour rebondir ensuite en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation de 10% au 1<sup>er</sup> août des tarifs réglementés de l'électricité.





D'après le Projet de Loi de Finances 2024 (PLF), le déficit et la dette publics se rétabliront graduellement. La fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique devrait contribuer à la réduction du déficit public national à – 4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024.



		2022	2023f
Croissance du PIB réel	%, GA	2,5	1,0
Déficit public	% PIB	-4,7	-4,9
Recettes publiques	% PIB	53,5	51,0
Dépenses publiques	% PIB	58,2	55,9
Dette publique	% PIB	111,8	109,7
Prélèvements obligatoires	% PIB	45,4	44,0

### 3- Principales mesures relatives aux collectivités locales.

#### 3.1 Cadrage macro-économique de la Loi de programmation des Finances Publiques (LPFP) :

- **La Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3% à l'horizon 2027.**

Le Gouvernement compte ainsi réaliser 16 milliards d'économie en 2024 dont l'essentiel proviendra de la suppression progressive du bouclier tarifaire pour les frais d'énergie et d'électricité.

L'Etat va s'assurer également de la contribution des collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire d'évolution limitée des dépenses réelles de fonctionnement. En 2024, cette évolution devrait être de 2,00%.

- **La Loi de Finances 2024 prévoit une hausse des transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales qui atteindrait 105,1 milliards d'€, en hausse de 1,2% par rapport à 2023.**

La Loi de Finances renforce son soutien aux collectivités avec la pérennisation du fonds vert augmenté à 2,5 milliards d'€.

Afin de réduire les délais de délivrance des CNI et des passeports, l'Etat augmente la dotation aux titres sécurisés de 52,4 à 100 millions d'€ en 2024.

- **Mesures en faveur de la planification écologique.**

Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards en crédits de paiement est proposée dans le PLF 2024. Elle couvre tous les secteurs d'activité afin de soutenir les principaux leviers de planification écologique par le biais d'aides et de participations diverses :

- La rénovation des bâtiments et logements ;
- La décarbonation des mobilités ;
- La préservation des ressources ;
- La transition énergétique ;
- La compétitivité verte.



Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

- **Budget vert, dette verte**

Par ailleurs, la Loi de Finances instaure l'obligation pour les collectivités de plus de 3500 habitants de se doter d'un budget vert (Article 191), c'est-à-dire un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses. A partir de l'exercice 2024, ce document présentera dans les collectivités concernées les dépenses d'investissement qui au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France. Les collectivités de plus de 3500 habitants ont aussi désormais la possibilité d'identifier et d'isoler la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourants des objectifs environnementaux (Article 192), ce que l'on appelle couramment la Dette Verte.

- **Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local.**

Les dotations d'investissement allouées aux communes (DETR et DSIL) et aux EPCI se stabilisent à 1,8 milliard pour 2024 mais surtout afin de renforcer le verdissement de ces dotations, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est introduit à hauteur de 20% pour la DETR.

- **Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.**

Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives qui servent de bases, entre autres, au calcul de la taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2024 sera de **3,9%**.

- **Du point de vue national, une DGF en légère hausse, centrée sur la péréquation.**

Toutefois, la Commune n'est pas assurée de disposer du montant de 2023 soit 500 k€, du fait de son fort potentiel financier qui comprend dans son calcul le revenu des habitants d'une commune.

## **4- Le contexte territorial et l'intercommunalité.**

### **4.1 L'intercommunalité : la CCHVC**

- Le Mesnil-Saint-Denis fait partie de la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse.  
La CCHVC qui compte 10 communes : Chevreuse, Choisel, Dampierre en Yvelines, Le Mesnil-Saint-Denis, Levis Saint-Nom, Milon-la-Chapelle, Saint-Forget, Saint-Lambert des Bois, Saint-Rémy-lès-Chevreuse et Senlis. Elle totalise 25 750 habitants. (Source : <https://www.cchvc.fr/l-interco/les-communes/>- Insee 2021).

Éléments de fiscalité	Taxes	Taux 2022	Taux 2023	Taux moyens EPCI à Fiscalité Additionnelle (FA)
	Taxe Foncière Batie (TFB)	1,44	2,47	5,64
	Taxe Foncière Non Batie (TFNB)	5,34	9,14	13,85
	Cotisations Foncières des Entreprises (CFE)	2,45	4,19	7,2
	Pour Mémoire Taxe Habitation (TH)	1,88	3,22	5,76

- Les taux de fiscalité votés en 2023 par la CCHVC sont en deçà de la moyenne puisque les besoins de la CCHVC sont limités sur les compétences mutualisées prises en charge.
- Les principales dépenses de la CCHVC ont trait à la compétence ordures ménagères, à la gestion de l'aire des gens du voyage et la prise en charge pour les communes d'une grande partie ou de l'intégralité du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) et au déploiement des pistes cyclables d'intérêt communautaires.

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23



21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

## 5- Le Budget de la Ville

### 5.1 Le Compte prévisionnel administratif 2023



#### 1. Fonctionnement

##### Dépenses : Les faits marquants en 2023 :

L'exercice 2023 est un budget comparable avec celui de 2022, qui continue de subir toutefois, la hausse des dépenses d'énergie et d'électricité qui progressent de 13% par rapport à 2022 au sein de charges à caractère général qui augmente de 7% (chapitre 011).

L'on observe, par ailleurs, une relative stabilité de la masse salariale qui croît globalement de 2% par rapport à 2022, compte tenu de la hausse du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022. A cause des difficultés de recrutement, inhérentes à toutes les collectivités territoriales, tous les postes n'ont pas été pourvus notamment celui de responsable du RPE/LAEP.

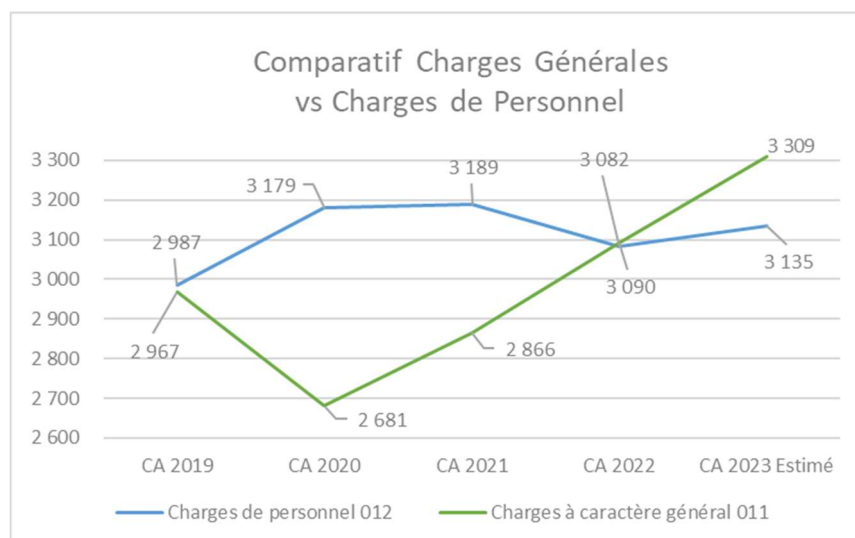
Les atténuations de produits diminuent significativement de 14% du fait de la prise en charge dans son intégralité de la participation communale au FPIC.

Un transfert des charges liées au logiciel in cloud est à noter. La charge d'intérêts en raison du versement du solde de l'emprunt contracté en 2022 de 2 250 000 € auprès de la Banque Populaire est passée de 37k€ à 44k€. Selon les premières tendances chiffrées, dans sa globalité, le total des dépenses de fonctionnement de 2023 serait très proche de 2022 (8 768 k€ contre 8 553 k€ en 2022, **hors dotations aux amortissements**).

En k€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 Estimé
Charges à caractère général 011	2 967	2 681	2 866	3 090	3 309
évolutions N vs N-1	8,67%	-9,65%	6,91%	7,82%	7,09%
Charges de personnel 012	2 987	3 179	3 189	3 082	3 135
évolutions N vs N-1	0,25%	6,45%	0,31%	-3,34%	1,70%
Atténuation de produits 014 (FNGIR, FPIC, Prélèvement SRU ...)	1 205	1 204	1 183	1 238	1 064
évolutions N vs N-1	1,90%	-0,11%	-1,78%	4,70%	-14,09%
Autres charges 065 (contribution au SIVOM, subventions aux associations, participation au service incendie...)	982	977	1 027	1 104	1 216
évolutions N vs N-1	0,94%	-0,46%	5,06%	7,50%	10,17%
Charges financières 066 (Intérêts)	73	54	43	37	44
Charges exceptionnelles 067 (Titres annulés et écritures comptables)	2	1	349	1	-
Provisions pour risques 068	-	-	-	-	-
<b>Dépenses de fonctionnement</b> <b>(Hors dotations aux amortissements)</b>	<b>8 216</b>	<b>8 097</b>	<b>8 656</b>	<b>8 553</b>	<b>8 768</b>

Les budgets vont devoir tendre à un verdissement sur les dépenses d'investissement à partir de 2024.

La Commune du MESNIL-SAINT-DENIS a pour l'année 2023, des dépenses réelles de fonctionnement estimées à hauteur de 1266€/habitant, sachant que la moyenne pour une commune en France d'une strate équivalente à la nôtre (entre 5000 Habitants et 10 000 habitants) s'élève à 1183€/habitant.



**Les charges à caractère générales deviennent plus importantes que les charges de personnel dû à un choix d'externaliser de longue date des prestations de services.**

Une tendance à la hausse des dépenses réelles de fonctionnement est visible depuis 2018. Cette hausse étant due pour l'essentiel à la croissance des charges à caractère général et au choix d'externaliser les prestations de services (espaces verts, restauration scolaire, centre de loisirs, petite enfance, entretien de l'éclairage public, ménage, ...).

On constatait à fin 2022, que les prestations de service et les dépenses d'énergie représentaient désormais le premier poste de dépenses au sein du budget communal devant les charges de personnel du fait de l'indexation des différents contrats de prestation de services et la constante augmentation des dépenses d'énergie au fil des années. Cette tendance est confirmée en 2023 puisque les charges à caractère général se situeraient en fin d'exercice à 3 309 k€ à comparer aux 3 135 k€ de charges de personnel.



#### **Les Recettes : Les faits marquants :**

Du côté des recettes, elles sont globalement en hausse, par rapport à 2022, de +1.1% de progression par rapport à celles de l'année dernière si l'on excepte l'aliénation de la parcelle du parking de la piscine.

Le produit des services diminue toutefois de -6% par rapport à 2022. Cela s'explique par le produit des régies qui reste stable par rapport à 2022, mais d'autres articles voient leurs recettes diminuer : les redevances d'occupation du domaine public communal du fait de la fin du chantier de Sully ainsi que le montant des charges locatives qui diminue, le nombre de locataires se réduisant.

En revanche, le produit des impôts directs locaux augmente grâce à une revalorisation des bases locatives de +7,1% (Loi de Finances 2023). La taxe foncière sur les propriétés bâties est plus que jamais la ressource essentielle du budget, faisant peser uniquement sur les propriétaires (environ 80% selon source INSEE 2020) une grande partie du fonctionnement de la commune. L'enregistrement des droits de mutation très timide au premier semestre 2023, en raison du net fléchissement du marché immobilier, finit à 330 k€ au second semestre 2023.

Les dotations de l'Etat sont relativement stables. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) se situe à 497 k€ et les participations de la Caisse des Allocations Familiales (CAF) ont plafonné à 200 k€ (Chiffre à réévaluer fin janvier 2024) en raison de l'absence d'un responsable du RPE/LAEP. Le fond départemental de péréquation de la taxe professionnelle chute à 67 k€ alors qu'il se situait à 80 k€ auparavant. Le remboursement de notre assureur statutaire reste à un niveau élevé soit 175 k€.

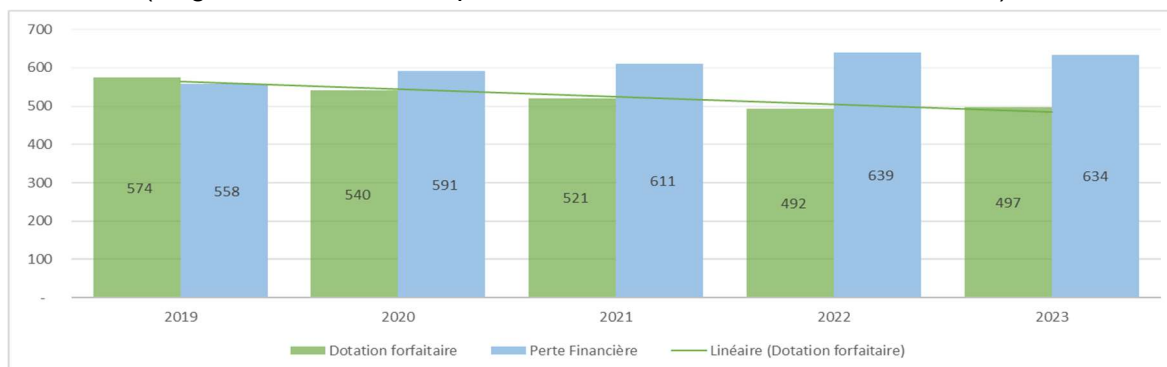
Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23



21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229



**Evolution des Dotations Forfaitaires perçues depuis 2019**  
(Dégradation débutée à partir de 2014, la DGF de 2013 = 1 131 K€)

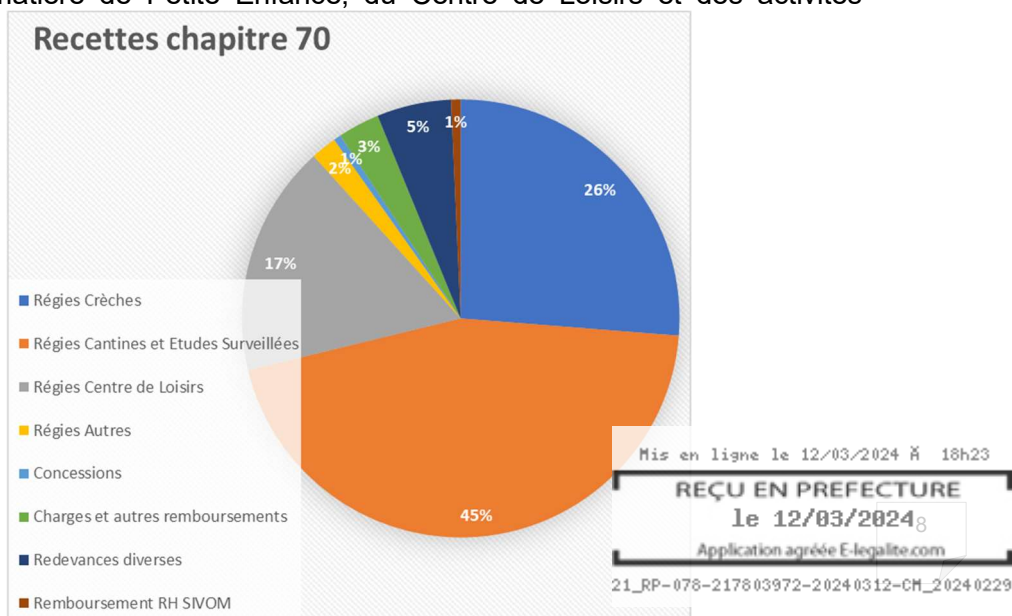


En conclusion, l'épargne de gestion (recettes de gestion diminuées des dépenses de gestion) se situe à un niveau qui reste élevé à 1 465 k€, l'épargne nette (épargne brute diminuée du capital de la dette) se situant à 822 k€.

En recettes, le taux d'exécution des autorisations budgétaires 2023 (Budget Primitif + Décisions Modificatives) est de 101%. En effet, les évaluations des recettes sont effectuées de manière pessimiste et leur réalisation doit être supérieure aux prévisions.

En k€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 Estimé
Atténuation charges 013	77	90	113	212	195
évolutions N vs N-1	-6,66%	16,90%	25,25%	88,04%	-7,97%
Produits des services 070	1 168	802	1 171	1 271	1 192
évolutions N vs N-1	-0,42%	-31,32%	46,10%	8,47%	-6,15%
Fiscalité 073	6 920	6 893	7 326	7 400	7 857
évolutions N vs N-1	2,89%	-0,40%	6,29%	1,00%	6,18%
Dotations 074 (DGF, DSR, Diverses compensations fiscales de l'Etat sur les exonérations consenties (TF, TFNB, CFE, Dotations pour les titres sécurisés (CNI, passeports)	1 146	1 140	1 154	976	911
évolutions N vs N-1	-1,02%	-0,47%	1,19%	-15,43%	-6,61%
Autres produits 075	76	64	47	42	33
Produits financiers 076	0	0	0	2	0
Produits exceptionnels 077	10	563	62	196	21
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>9 396</b>	<b>9 551</b>	<b>9 873</b>	<b>10 098</b>	<b>10 210</b>

Sur l'ensemble de la période, on observe que la Commune dégage un montant élevé de produits de régie issus des prestations de service à destination des habitants. Ces recettes sont liées à l'offre en matière de Petite Enfance, du Centre de Loisirs et des activités périscolaires.





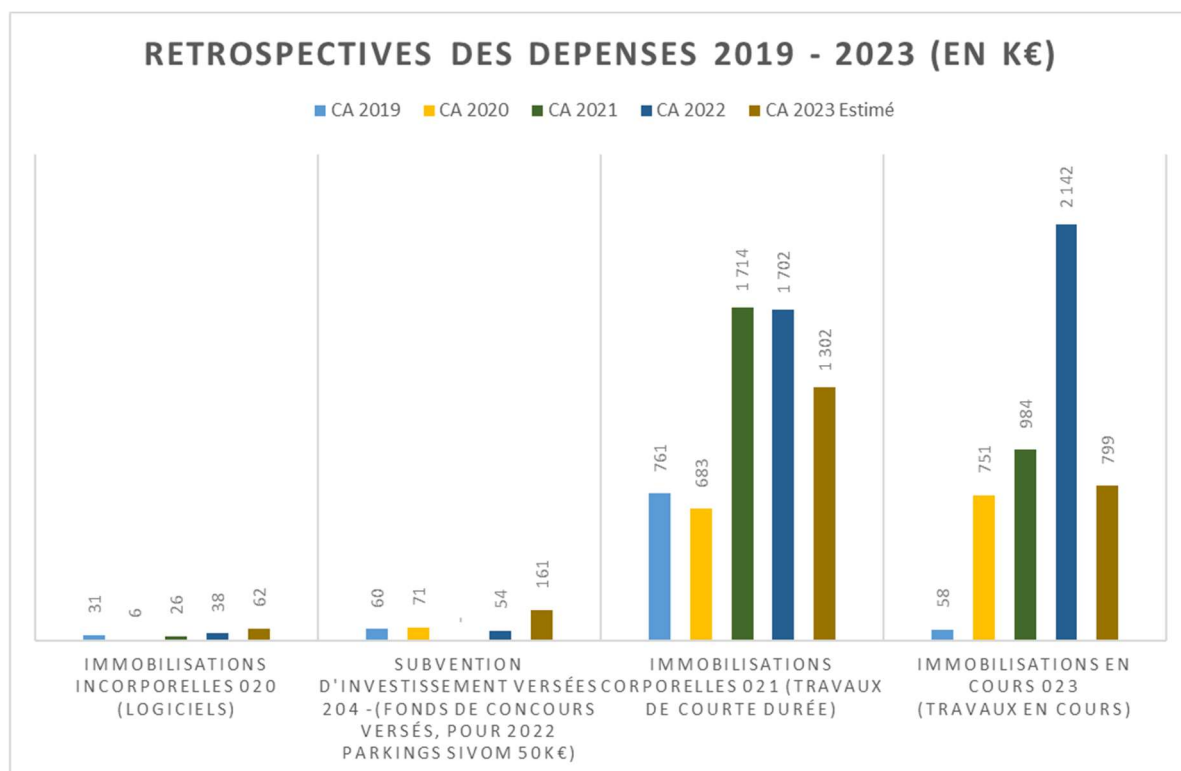
## 2. Investissement

### Dépenses : Les faits marquants en 2023 :

2023 est l'année de la fin de la facturation des travaux de l'ACM Pierre Tornade, du lancement des études et maîtrise d'œuvre concernant la réhabilitation du groupe scolaire Bois du Fay ainsi que l'année de révision du plan local d'urbanisme. Elle aura été également l'année de fin des travaux de restauration du pont-dormant du Château et des travaux de désimperméabilisation du parking de la piscine en concertation avec le SIVOM.

Les immobilisations corporelles (021) ont concerné notamment les projets suivants : la restauration du pont dormant pour 222k€ et l'étalement et la maîtrise d'œuvre du pont de la basse-cour, l'éclairage public pour 108k€, l'informatisation des écoles pour 75k€, les aménagements de voirie pour 352k€, le tennis couvert et gymnase Guy Lefébure pour 90k€. Les immobilisations en cours (023) sont constituées pour 334k€ correspondant à la fin des travaux de l'ACM, pour 465k€ des études de réhabilitation du groupe scolaire BDF.

En k €	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 Estimé
Immobilisations incorporelles 020 (logiciels)	31	6	26	38	62
Subvention d'investissement versées 204 -(Fonds de concours versés, pour 2022 parkings Sivom 50k€)	60	71	-	54	161
Immobilisations corporelles 021 (Travaux de courte durée)	761	683	1 714	1 702	1 302
Immobilisations en cours 023 (Travaux en cours)	58	751	984	2 142	799
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>910</b>	<b>1 511</b>	<b>2 724</b>	<b>3 936</b>	<b>2 324</b>



Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229



## Les recettes d'investissement : Les faits marquants :

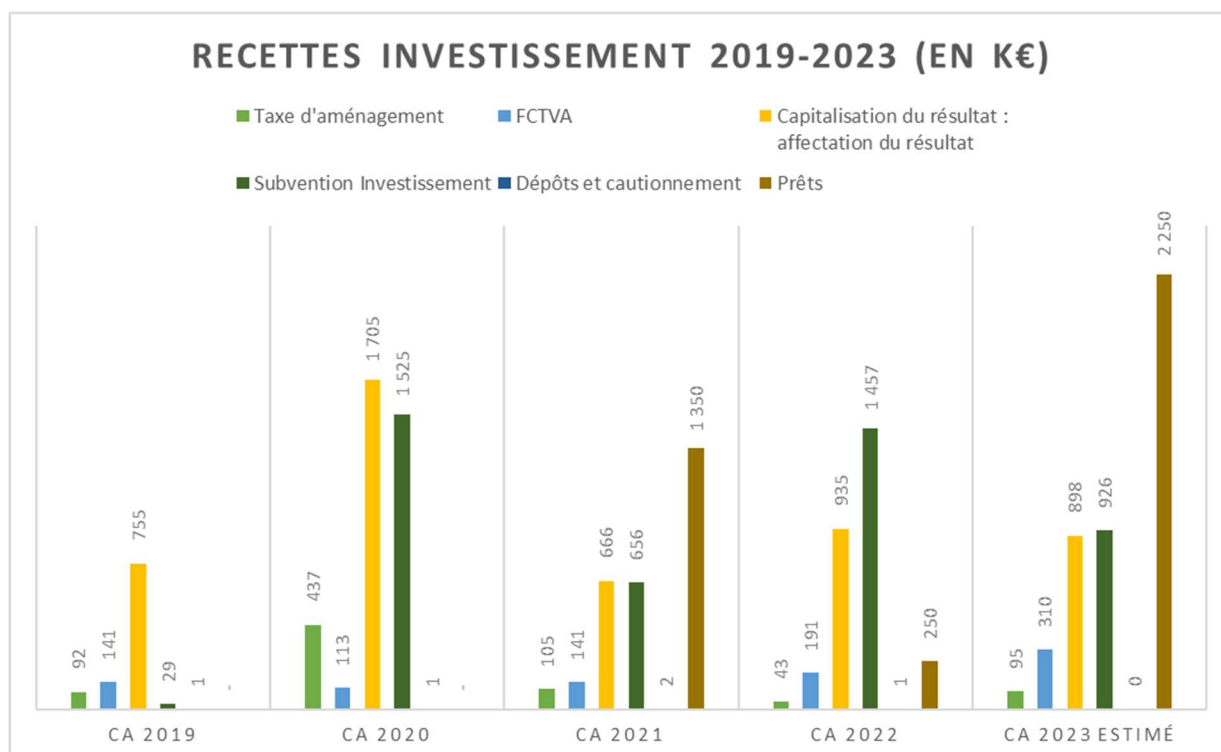
Les subventions corrélatives aux grands projets initiés ont été perçues à hauteur de 926k€ (résultat tiré au 11/01/2024).

Les principaux subventionneurs étant la Région pour 407 k€, le Département avec 338 k€, l'Etat avec 101k € et les divers dont la CAF et le Parc Naturel Régional (PNR) pour 67 k€.

Le Fond de Compensation pour la Taxe sur le Valeur Ajoutée (FCTVA) a été encaissé à hauteur de 310 k€ alors que les taxes d'aménagement ont été encaissées à la somme de 95 k€. (Les résultats de l'année 2023 sont liés à l'activité de 2021 soit N-2)

La consolidation de l'emprunt souscrit en 2022 auprès de la Banque Populaire a été de 2250 k€ pour un taux fixe de 2,8%.

En k€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 Estimé
Taxe d'aménagement	92	437	105	43	95
FCTVA	141	113	141	191	310
Capitalisation du résultat : affectation du résultat	755	1 705	666	935	898
Subvention Investissement	29	1 525	656	1 457	926
Dépôts et cautionnement	1	1	2	1	0
Prêts	-	-	1 350	250	2 250
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>1 018</b>	<b>3 781</b>	<b>2 920</b>	<b>2 876</b>	<b>4 480</b>



L'autofinancement s'est révélé une nouvelle fois comme une part essentielle du financement des dépenses d'investissement avec un montant global de 1119k€ dont 898k€ d'excédents de fonctionnement capitalisés et 221k€ (données tirées du Compte administratif provisoire) pour les recettes d'amortissement.

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024 à 10h

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

### 3. La dette et la capacité d'autofinancement de la Commune.

**En résumé :** La dette en capital au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est de 3 936 k€. Le montant des échéances pour l'exercice 2024 sera de 608 k€.

**La répartition par prêteur est la suivante :**

- Caisse d'Epargne : 21,9%
- Caisse des Dépôts et Consignations : 15,2%
- Crédit Agricole : 12,6%
- La Banque Postale : 5,9%
- Banque Populaire du Val de France : 44,4 %.



Rapporté à l'encours de la dette, la capacité de désendettement se situe à un niveau encore très bas soit 2.85 années fin 2023 alors que le seuil critique se situe entre 9 voire 12 ans.

Si nous procédons à un rétrofocus sur l'année 2019, nous constatons que la dette en capital était de : 2456k€, que le montant des échéances sur cette année était de 666k€ et que la capacité de désendettement était de 2,08 années. Sur la même période les investissements ont augmenté de 154% et l'épargne nette de +38%.

#### *Les épargnes, l'emprunt : la capacité d'autofinancement*

En k€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 Estimé
Epargne de gestion EG	1 245	1 400	1 505	1 178	1 465
Epargne Brute EB (Epargne de gestion - intérêts de la dette)	1 180	1 346	1 185	1 141	1 421
Epargne Nette EN (Epargne brute - Capital de la dette)	595	874	759	756	822
Epargne Nette / Dépenses Equipement	65%	58%	30%	20%	36%

**L'épargne brute** constitue le solde global de la section de fonctionnement. Il permet de déterminer la capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement sur l'ensemble des opérations de fonctionnement. Il détermine les excédents issus du fonctionnement qui permettront de financer les dépenses d'équipement et le remboursement de la dette en capital.

**L'épargne nette** constitue le solde d'épargne final. Il permet de déterminer la capacité d'autofinancement marginale après financement des opérations de fonctionnement et du remboursement du capital qui permettra de financer les dépenses d'équipement.

**Les restes à réaliser 2023 estimés (RAR = Dépenses engagées en investissement mais non mandatées, en attente de la facturation) :**

**En dépenses** : environ **884 k€** parmi lesquelles :

Restes à Réaliser Estimés 2023 - Dépenses en k€		Imputation Budgétaire M14
Reliquat de travaux ACM	11	2313
MOE Pont Basse Cour	28	2135
Centrale incendie CLC	46	21538
Mission coordination SSI	64	2135
Mission assistance révision du PLU	46	202
Radar pédagogique (fourniture et pose)	19	2152
Croix Saint André ( fournitures et installation)	14	2152
Signalisation entrée de ville	13	2152
Remplacement lanternes	50	21538
Refection de la cloture du tennis	40	2135
Amenagement de voirie	283	2151
MOE + aménagement paysager coulée verte	116	2151
Etudes circulation routière et stationnement	50	2031
Rénovation éclairage cours tennis 5 et 6	11	21538
Travaux accessibilité PMR salle Gassendi	6	2151
Divers	87	Multiples
<b>Soit un total de RAR Dépenses</b>	<b>884</b>	

**En recettes** : environ **109 k€** parmi lesquelles :

Restes à Réaliser Estimés 2023 - Recettes en k€		Imputation Budgétaire M14
Réduction pollution lumineuse PNR	32	1328
SEQUOIA Solde	36	1321
Isolation combles mairie et logements château	3	1328
DETR combles château et communs	3	1321
Voirie	35	1323
<b>Soit un total de RAR Recettes</b>	<b>109</b>	

## 5.2 Le Calcul du Résultat (premières estimations)

**En résumé** : Le résultat de clôture au **11/01/2024** peut être estimé à **5 675 k€**.

Compte tenu de la contraction d'un emprunt de 2250k€, la section d'investissement ne présente pas de besoin de financement mais plutôt un excédent de 370k€, (résultat cumulé additionné du solde des restes à réaliser 2023). Le résultat de la section de fonctionnement sera reporté intégralement à hauteur de **5 305 k€**. Le report du résultat 2023 fonctionnement serait de **3 863 k€**.

Investissement en K€	
Recettes estimées sur 2023	4 480
Dépenses estimées sur 2023 (comprend emprunt)	2 922
Résultat estimé de l'exercice 2023 (A)	1 558
Résultat antérieur reporté (B)	-413
<b>Soit un résultat estimé cumulé (A-B) de</b>	<b>1 145</b>
Recettes des Restes à réaliser 2023 estimées	109
Dépenses des Restes à réaliser 2023 estimées	884
<b>Résultat des Restes à réaliser</b>	<b>-775</b>
<b>Soit un résultat estimé cumulé de K€</b>	<b>370</b>

Fonctionnement en K€	
Recettes estimées sur 2023	10 210
Dépenses estimées sur 2023	8 768
Résultat estimé de l'exercice 2023 (A)	1 442
Résultat antérieur reporté (BP 2023)	3 863
<b>Soit un résultat estimé cumulé de</b>	<b>5 305</b>

**Solde de Clôture 2023 estimé en k€ (dont RAR)**



### 5.3 La structure des effectifs et la masse salariale

Les dépenses de personnel sont marquées par les dépenses contraintes non prévisibles et par des recrutements parfois difficiles.

A la fin de l'exercice 2023, les dépenses de personnel s'établissent autour de 3 135k€, avec un taux prévisionnel de réalisation égal à 95.82%. Différents événements imprévisibles ont marqué cette année, certains ayant conduit à des dépenses supplémentaires et d'autres à des dépenses non réalisées.

#### **DES CHARGES SUPPLÉMENTAIRES LIÉES A DES MESURES RÉGLEMENTAIRES IMPOSEES.**

L'année 2023 a été marquée par plusieurs événements non prévisibles lors de l'élaboration budgétaire, notamment sur le plan des Obligations réglementaires :

- Augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> mai 2023, entraînant une revalorisation de l'indice majoré de la fonction publique pour tous les agents se situant sous le seuil du SMIC ;
- Revalorisation des carrières et des rémunérations de plusieurs cadres d'emplois ;
- Augmentation de la valeur du point d'indice de +1,5% au 1 juillet 2023 pour l'ensemble du personnel et des Elus.

#### **DES DÉPENSES ATTÉNUÉES EN 2023 PAR DES VACANCES DE POSTES.**

D'autres événements ont pour leur part conduit la Ville à ne pas réaliser certaines dépenses, comme la difficulté de recrutement sur certains postes vacants.

Certains services stratégiques font face à des difficultés de recrutement persistantes. Si la fonction publique souffre toujours d'un déficit d'attractivité, certains secteurs peinent particulièrement à trouver des candidats, ce qui aboutit parfois à de longues vacances de postes. C'est le cas pour des métiers à forte technicité comme ceux de l'urbanisme, métiers de la petite enfance, métiers nécessitant des technicités manuelles ....

Toutefois, courant 2023, les effectifs commencent à se stabiliser.

Par conséquent, la prévision pour l'année 2023 ne dépasse pas les 95.82% de réalisation du Budget voté, et avoisine un disponible de 137k€ environ.

Compte tenu des postes restants à pourvoir et des éventuelles futures augmentations prévues ou prévisionnelles en 2024, le budget primitif 2024 est proposé à un niveau supérieur (+130k€ soit +4% du BP 2023) pour les raisons développées suivantes :

- Effet année pleine des obligations réglementaires 2023 (valeur du point d'indice +1.5% depuis 07/2023) ;
- Progression des indices majorés de 5 points à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour tous les agents et les Elus ;
- Augmentation fortement probable des cotisations patronales retraites CNRACL à hauteur de +1% ;
- Elections européennes ;
- Les avancements d'échelon, de grade et promotion interne (Glissement Vieillesse Technicité) ;
- Evolution des effectifs avec recrutements d'agents sur les postes encore vacants.

Effectifs en ETP VS Charges de personnel	2019	2020	2021	2022	2023
Titulaires et Stagiaires	70,73	71,57	69,34	69,31	67,11
Contractuels(permanents et remplaçants)	4,08	6,46	10,15	14,31	18,78
<b>Charges de personnel € (012) en K€</b>	<b>2987</b>	<b>3179</b>	<b>3189</b>	<b>3082</b>	<b>3135</b>

Attention les Equivalents Temps Plein (ETP) comprennent à la fois les agents titulaires absents et les contractuels temporaires qui les remplacent en plus des effectifs permanents et présents.

## 6- Le Budget prévisionnel 2024

Le BP 2024 devra être construit pour répondre :

- A une croissance plus modérée des fluides (Eau, Energie, Electricité), les tarifs pratiqués ralentissant leurs augmentations.
- A l'indexation annuelle de nombreux contrats signés par la Commune : C3C, People and Baby, Suite Berger-Levrault, CITEOS, ARPEGE, Logitud, Logidoc, Be Cloud, Marché téléphonie mobile et fixe, Marché informatique, les prestations de service à un niveau de +3 à +4% en moyenne (de façon générale, la référence indice Syntec).
- Au maintien du poste « Fêtes et Cérémonies » à un niveau d'environ 75k€ pour soutenir l'animation de la Ville avec en particulier la Co-organisation des épreuves en ligne cycliste des Jeux Olympiques 2024 et du renforcement de l'animation à destination de l'ensemble de la population (vœux à la population, évènements seniors, fête de la musique ...)
- Aux différentes mesures Anti inflation du Gouvernement qui impactent le budget sur une année pleine, le GVT et le recrutement des derniers effectifs manquants (Urbanisme, Etat-Civil, Marchés publics, Technicien bâtiment, Econome de flux, ...) en vue de répondre aux objectifs fixés par la municipalité.
- A une enveloppe destinée aux associations quasiment stable à 170k€ hors CCAS et FONJEP (CLC).
- A la finalisation de nombreux projets parmi lesquels :
  - ✓ En premier lieu, la concrétisation du projet d'extension et réhabilitation du groupe scolaire Bois du Fay ;
  - ✓ Les travaux de voirie et d'aménagement urbain ;
  - ✓ Le gros entretien du Château (Salle du Conseil + Pont de la Basse-cour, Réparation Douves) ;
  - ✓ Les études pour la mise en œuvre de l'agrandissement de l'Office Champmesnil ;
  - ✓ Aménagement de la Coulée Verte ;
  - ✓ Les travaux sur les réseaux Eaux Pluviales ;
  - ✓ Les travaux d'aménagement de voirie ;

*Synthèse des principaux indicateurs pour la construction du BP 2024*

	Proposition 2024	Commentaires
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Personnel	+ 4%	La prévision 2024 devra prévoir le recrutement des postes vacants (Urbanisme x 1, Etat-civil x1, Services Techniques x3) et le redéploiement d'un poste existant (économe de flux déjà créé en 2022), de l'impact d'un fort Glissement Vieillesse et Technicité (GVT) avec encore des hausses du SMIC ou revalorisation des grilles indiciaires, Glissement Vieillesse Technicité (GVT).
Charges à caractère général	+2%	Globalement +2% A prendre en compte : +1% pour l'énergie, électricité, bulletins municipaux, frais de nettoyage des locaux, + 3 à 4% de contrats de prestations de services, = fêtes et cérémonies -% fournitures de petit entretien, administratives, entretien de terrain, matériel roulant, doc générale et techniques, frais de télécommunication, nettoyage des locaux ...
Charges financières	+200% / 2023	2250 k€ empruntés en 2023, les intérêts passant de 40k€ à plus de 80k€
Atténuations de produits	→	La prévision du FPIC reste prudente à plus de 400 k€ mais augmentation du prélèvement SRU
Autres charges de gestion courante	=	L'enveloppe globale destinée aux associations est estimée selon un montant qui ne dépassera pas 170k€.
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Produits des services	-5%	Fréquentation importante au niveau des structures scolaires et périscolaires Régie unique ISO, Baisse des Redevances d'Occupation du Domaine Public, Diminution du remboursement des charges locatives
Impôts et taxes	+3,88%	Pas d'augmentation proposée des taux des taxes locales, mais <b>réévaluation des valeurs locatives de 3,9% prévue par l'Etat au travers de sa Loi de Finances par rapport au réalisé 2023 (7172k€)</b> , Droits de mutation à 350k€ et Taxe sur l'électricité à 125k€.
Dotations et participations	-11%	DGF estimée à 480k€ (BP 2024) et produit de la CAF de 200k€ (BP 2024).
Autres produits	-14%	Prévision 2024 en baisse à hauteur de 5 k€ en fonction du réalisé (BP2023 = 35 k€ vs BP2024 prévu = 30k€ )
Atténuations de charges	+1,6%	prévision passant de 181k€ ( BP 2023 ) à 184 k€ (BP 2024).
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		
Investissement courant (montant annuel)	950k€	Voir détail tableau ci-dessous
Investissement structurant	1366k€	Voir détail tableau ci-dessous
Investissement AP/CP Bois du Fay	5020k€	Voir détail tableau ci-dessous
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		
Subvention d'investissement courant	6%	
Subvention d'investissement structurant	20%	
Subvention d'investissement Bois du Fay	35%	
FCTVA	630k€	Sur la base du montant des dépenses d'équipements de l'année 2022
Taxe d'aménagement	50k€	
Emprunt consolidé	1600k€	Montant à adapter en fonction de l'évolution du subventionnement du projet de Bois du Fay et de la vente de la Ferme de Beaurain. Préférentiellement sous forme de prêt relais FCTVA

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

**REÇU EN PREFECTURE**

le 12/03/2024 à 15

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

**L'Autofinancement est prévu autour de 3500k€ pour 2024** (sera affiné lors de la finalisation du budget).

**Fonds de roulement prévisionnel de 5688k€ à confirmer lors du vote du CA 2023** à la suite de l'affectation des résultats du prochain compte administratif.

Investissements Courants en K€	
Travaux Château : Carnet d'entretien	100
Voirie et éclairage public	300
Gestion alternative des eaux pluviales	50
Travaux sur les réseaux Eaux Pluviales	150
Divers dont : Château (rampe PMR château) Ecoles (mobiliers création classes, ...) Pôle Citoyen (création d'un bureau de vote) CLC (réhabilitation salle de danse) Création d'un Jump Park Informatique (cablage réseaux, ordinateurs, matériels informatiques divers, ...) Véhicules (chariot élévateur, remorque pour utilitaire, tondeuse, ...) Transports (Totem arrêt de bus) Sécurité incendie (poteaux, extincteurs ...)	350
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS COURANTS</b>	<b>950</b>
Investissements Structurants en K€	
Les grands projets	Mt Global
Pont de la Basse-cour	235
dont études / diag et MOE (RAR 2023)	35
dont Travaux	200
Coulée Verte	350
dont études / diag + MOE (RAR 2023)	60
dont Travaux	290
Agrandissement Office	288
Agrandissement Restaurant Champmesnil (24-25)	
dont études / diag (estimés) en 2024	248
dont MOE	40
dont Travaux (estimés) en 2025	
Circulation	100
Travaux aménagements	100
Révision du PLU	60
AMO (RAR 2023) + divers	60
Salle du Conseil Municipal + Pavillon Nord	423
dont études / diag	77
dont MOE	126
dont Travaux	220
Divers	65
	65
<b>TOTAL GRANDS PROJETS (Hors Bois du Fay)</b>	<b>1 521</b>
<b>RAR 2023</b>	<b>-155</b>
<b>TOTAL GRANDS PROJETS (Hors Bois du Fay et RAR 2023)</b>	<b>1 366</b>

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 12/03/2024 à 16

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229

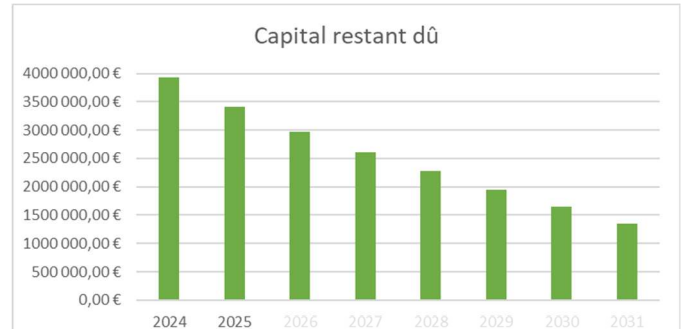
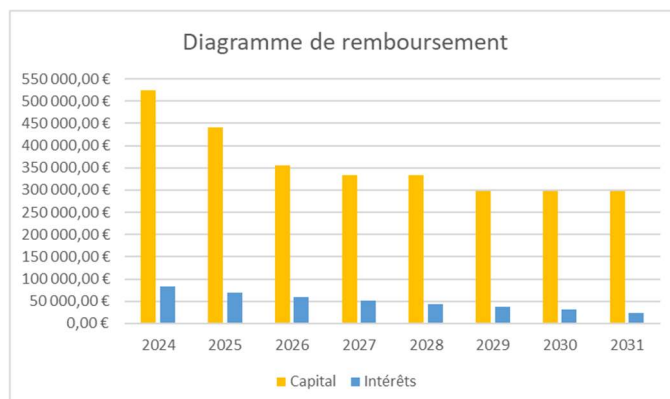
## 7- Subventions reçues et à recevoir

Estimation des subventions perçues ou restant à percevoir en k€				
	Subvention reçues en 2023		A recevoir en 2024	
Bâtiment				
ACM (Région, Caf, DETR, Département)	546	k €	-	k €
Maison Médicale (Région)	29	k €	-	k €
Voirie				
Voirie (Département)	98	k €	35	k €
Transition Ecologique Energetique				
Etudes EP (Région)	26	k €	-	k €
SEQUOIA	18	k €	36	k €
Appuis vélos - Solde PNR	2	k €	-	k €
Plantation verger - Solde PNR	4	k €	-	k €
PNR - Pollution lumineuse 2019 à 2022	-		32	k €
PNR - Isolation combles Mairie et logements château	-		3	k €
DETR - Isolation combles château et commun	-		3	k €
Sécurité				
FIPD - sécurisation des écoles (Préfecture)	12	k €	-	k €
Ecoles				
Numérisation des écoles	45	k €	-	k €
Fond de concours Caisse des Ecoles	15	k €	-	k €
Patrimoine				
Pont Dormant	105	k €	-	k €
Monument aux morts	2	k €	-	k €
Petite Enfance				
Micro Crèche Champmesnil - Solde CAF	6	k €	-	k €
Micro crèche Les Mesniloup - Solde CAF	7	k €	-	k €
Maison Petite Enfance - Solde CAF	11	k €	-	k €
TOTAUX	926	k €	109	k €

## 8- La Dette en cours

Attention, ce tableau ne comprend pas les estimations futures d'emprunts pouvant être envisagés à compter de 2024.

Tableau récapitulatif de la dette en cours ( y compris l'emprunt de 2 500 000 de 2023)						
Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2024	608 213,75 €	83 086,83 €	525 126,92 €	0,00 €	0,00 €	3 936 098,53 €
2025	509 140,09 €	68 414,08 €	440 726,01 €	0,00 €	0,00 €	3 410 971,61 €
2026	413 617,76 €	58 427,11 €	355 190,65 €	0,00 €	0,00 €	2 970 245,60 €
2027	384 802,80 €	51 246,17 €	333 556,63 €	0,00 €	0,00 €	2 615 054,95 €
2028	378 330,46 €	44 332,22 €	333 998,24 €	0,00 €	0,00 €	2 281 498,32 €
2029	335 858,45 €	37 525,13 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 947 500,08 €
2030	329 386,12 €	31 052,80 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 649 166,76 €
2031	322 913,78 €	24 580,46 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 350 833,44 €



Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23  
**REÇU EN PREFECTURE**  
 le 12/03/2024 à 17h  
 Application agréée E-legalite.com



## 9- Orientations budgétaires 2023-2028 : Evolutions et tendances sur l'avenir

Orientations budgétaires principales à horizon 2028-Scénario prospectif en k€ (Hors RAR)						
Equilibre financier en k€	CA 2023 en K€	CA 2024 en K€	CA 2025 en K€	CA 2026 en K€	CA 2027 en K€	CA 2028 en K€
Recettes de gestion (hors cessions)	10 210	10 371	10 578	10 790	11 006	11 226
Depenses de gestion	8 768	9 609	9 801	9 997	10 197	10 401
Epargne de gestion	1 465	762	777	793	809	825
Epargne Brute (CAF) (- intérêts connu)	1 421	679	709	735	758	781
<b>Epargne Nette (CAF nette) (- capital connu)</b>	<b>822</b>	<b>71</b>	<b>268</b>	<b>380</b>	<b>424</b>	<b>447</b>
Dépenses d'investissement (hors dette et RAR) (- capital connu)	2 324	7 336	7 640	3 361	1 400	1 100
Recettes d'investissement (yc cessions, hors dette) (- emprunt global = capital + intérêt)	2 230	2 767	2 850	2 645	1 404	1 485
Emprunts nouveaux (y compris FCTVA)	2 250	1 600	2 000			
<b>Solde de clôture reporté</b>	<b>3 464</b>	<b>6 442</b>	<b>3 544</b>	<b>1 022</b>	<b>686</b>	<b>1 114</b>
<b>Résultats de clôture au 31/12</b>	<b>6 442</b>	<b>3 544</b>	<b>1 022</b>	<b>686</b>	<b>1 114</b>	<b>1 946</b>
Encours de la dette	3 936	5 436	7 286	7 136	6 986	5 036
Moyenne par habitant en euros (7136 Hab au 01/01/2021 en vigueur au 01/01/2024)	552	762	1021	1000	979	706
Moyenne strate communale de 5000 à 10 000 hab			1014€/ha au 31/12/22			
Année de désendettement < 9ans	2,8	8,0	10,3	9,7	9,2	6,4

## 10- Programme pluriannuel d'investissement

Montant en K€	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028
<b>DEPENSES INVESTISSEMENTS COURANTS</b>	<b>950</b>	<b>950</b>	<b>550</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
Travaux château : carnet d'entretien	100	100	50	50	50
Voirie et éclairage public	300	300	300	300	300
Gestion alternative des eaux pluviales	50	50	50	50	50
Travaux sur le réseau d'eaux pluviales	150	150	50	50	50
Divers	350	350	100	100	100
<b>DEPENSES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS</b>	<b>6 386</b>	<b>6 690</b>	<b>2 811</b>	<b>850</b>	<b>550</b>
BDF / (Autorisation de programme)	5 020	5 640	1 761		
Pont de la Basse-cour	200				
Coulée Verte	290	280	235		
Agrandissement Office	288	450			
Circulation (aménagements)	100	100	100		
Salle du Conseil Municipal + Pavillon Nord	423	220	220		
Divers	65		495	850	550
<b>TOTAL Investissements Courants + Investissements Structurants</b>	<b>7 336</b>	<b>7 640</b>	<b>3 361</b>	<b>1 400</b>	<b>1 100</b>

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024 à 18h23

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-078-2178 03972-2024 0312-CM\_2024 0229